



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N° 32 – Août 2021

En bref – Les économies du cône sud au défi du réchauffement climatique

LE CHIFFRE À RETENIR

-5%

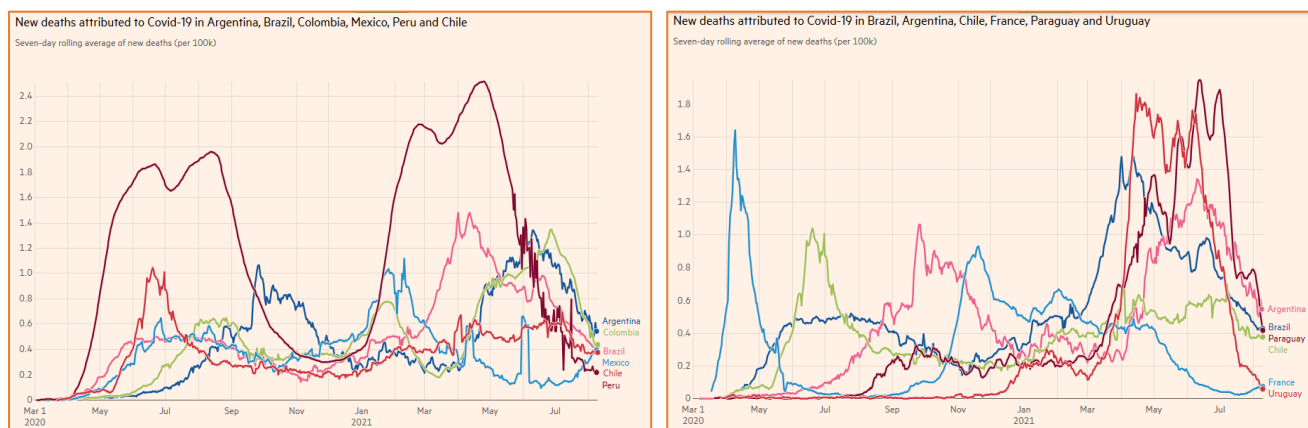
Perte potentielle de PIB
argentin à l'horizon 2050
en l'absence de mesures
climatiques (Banque mondiale)

Le plaidoyer de la communauté scientifique pour une décarbonation radicale de nos économies, consignée dans le rapport du GIEC publié cette semaine, souligne que les conséquences alarmantes de notre impact sur le climat, même s'il était contenu à une augmentation de 1,5 °C à 2 °C à moyen-terme, seront endurées de manière prépondérante par les pays de la zone tropicale et des régions subtropicales de l'hémisphère sud. Ce diagnostic, s'il n'est pas nouveau dans sa substance, révèle d'importants enjeux pour les économies du cône sud – en particulier l'Argentine et le Paraguay, particulièrement vulnérables au changement climatique. Dans le premier cas, comme l'indiquait un rapport de la Banque mondiale publié en juin, l'impact des crises climatiques sur la pauvreté et la macroéconomie argentines se font déjà ressentir : en cumulé depuis 1980, les actifs économiques détruits par les inondations s'élèveraient à 22,5 Mds USD, soit 58 % des pertes économiques liées aux catastrophes naturelles enregistrées entre 1966 et 2015. Pour les seules inondations, la Banque estime les pertes annuelles induites à environ 1 Md USD, avec le risque d'une hausse des coûts subis de 125 % dans les années à venir, en raison du changement climatique. Ces chocs environnementaux ont également un impact néfaste sur les ménages : les inondations feraient basculer chaque année 0,14 % de la population sous le seuil de pauvreté, une part pouvant aller jusqu'à 1,5 % de la population en cas d'épisodes pluvieux exceptionnels. Les ménages les plus démunis sont spécifiquement vulnérables à ces chocs climatiques, en particulier ceux vivant dans les provinces les plus pauvres où les infrastructures sont de moindre qualité (notamment Entre Rios, Chaco, Santiago del Estero, Buenos Aires et Corriente). Plus généralement, à l'horizon 2050, la Banque estime qu'en l'absence de mesures pour corriger la trajectoire climatique, le PIB argentin pourrait reculer de 5 % et les recettes fiscales de 10 % par rapport à un scénario sans modification du climat. De l'autre côté du Paraná, la vulnérabilité du Paraguay face aux aléas climatiques et sanitaires a été mise en exergue lors des épisodes d'inondations et de sécheresse en 2019, illustrant les risques pesant à la fois sur les populations les plus vulnérables, les débouchés économiques et les finances publiques. In fine, l'urgence climatique à laquelle l'Argentine et le Paraguay doivent tenter de répondre appelle un double objectif : réduire les émissions de gaz à effet de serre pour contenir le changement climatique et augmenter la résilience de leur économie aux aléas climatiques. Combinée à une modification sur le long terme de la matrice énergétique et des modes de consommation actuels, la diversification des secteurs d'activités, notamment orientée vers des alternatives vertes et hors du champ des énergies fossiles, de l'agriculture et de l'élevage, devient dans cette optique une nécessité : elle permettrait en particulier aux deux pays de diminuer leur forte dépendance envers les revenus agricoles¹, qui les expose inévitablement aux aléas climatiques, et de limiter leur propre participation aux émissions de gaz à effet de serre.

¹ Ce secteur contribue pour l'Argentine à près de 9 % du PIB et plus de 60 % des exportations entre 2010 et 2019, et pour le Paraguay à 8 % du PIB en moyenne sur la période 2015-2019 et plus de 70 % des exports. Or, selon la FAO, les activités liées à l'agriculture et l'élevage sont responsables de près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre mondiales, une part pouvant aller jusqu'à 35 % pour l'ensemble du système mondial de nourriture.

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Source : Financial Times

Evolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	58,18%	19,81%
Chili	73,53%	66,63%
Paraguay	25,76%	4,02%
Uruguay	74,87%	67,78%
Amérique du sud	47,43%	22,75%
Brésil	53,87%	22,3%
Colombie	39,14%	26,16%
France	66,95%	50,97%

Source : Our world in data



Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 170,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 5,19

L'amélioration se poursuit. Il en va ainsi du **taux de positivité** (12,53% vs 13,45% semaine précédente), du **nombre de décès** (-14,8% à 1645) et du **nombre de patients Covid+ en soins intensifs** (-3% à 3635).

Avec **5,19 décès par jour par million d'habitants** en moyenne mobile sur 7 jours (vs 6,08 semaine précédente), la **mortalité argentine rapportée à la population demeure toutefois la plus élevée en tendance de l'ensemble de l'Amérique du sud**, devant le Brésil (4,13↔), le Mexique (4,05↗), le Chili (3,63 ↔), la Colombie (3,53↘↘) et le Pérou (2,05 ↔↘). Au 13^{ème} rang mondial (hors pays de moins de un million d'habitants), elle dépasse même désormais celle du Paraguay (3,83↘↘), qui a longtemps figuré parmi les pays les plus affectés de la planète.

S'agissant des variants, l'Argentine ne compte officiellement que 127 cas de variant Delta, dont deux sans lien épidémiologique avec des cas importés, mais cette donnée doit être prise avec prudence, le nombre de séquençages demeurant infinitésimal.

Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 32,7

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 3,6

L'accalmie continue. L'amélioration des indicateurs de gravité sanitaire se poursuit à la fois sur le front des nouveaux cas et sur celui de la mortalité. Ainsi, après 38 la semaine dernière et 47,3 la précédente, **le taux d'incidence diminue à 32,7** au cours des derniers 7 jours. Le **taux de mortalité** présente également une légère variation baissière, et se stabilise à **3,6** cette semaine (contre 3,7 la précédente).

Après de longs et difficiles mois de lutte contre la pandémie, le président Sebastián Piñera a déclaré, au cours d'une cérémonie officielle tenue sur la place centrale de la Ciudadanía, à Santiago, **deux jours de deuil national les lundi et mardi 9 et 10 août, à la mémoire des plus de 36.000 victimes de l'épidémie du covid-19.** Au cours de son intervention, le président a tenu à saluer le travail et les efforts fournis par le personnel essentiel et les services de santé depuis le début de la pandémie.



Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 31,7

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 3,8

L'amélioration des indicateurs sanitaires se maintient. Au cours de la semaine, le pays a enregistré une baisse significative du nombre de nouveaux cas mais surtout de décès : le **taux d'incidence** a diminué pour s'établir à **31,7** (contre 36,8 il y a 7 jours) et le **taux de mortalité** moyen par jour par Mhb s'est réduit à **3,8** (contre 7 la semaine dernière).

Dans le cadre de la levée graduelle des restrictions sanitaires à l'échelle nationale, le gouvernement a annoncé un allègement de certaines restrictions, notamment concernant la présentialité dans le secteur public ou le nombre d'élèves en présentiel dans les écoles. Le couvre-feu de 1h à 5h du matin et les suspensions de certaines activités (physiques, sociales et gastronomiques notamment) sont toutefois maintenus.

Uruguay

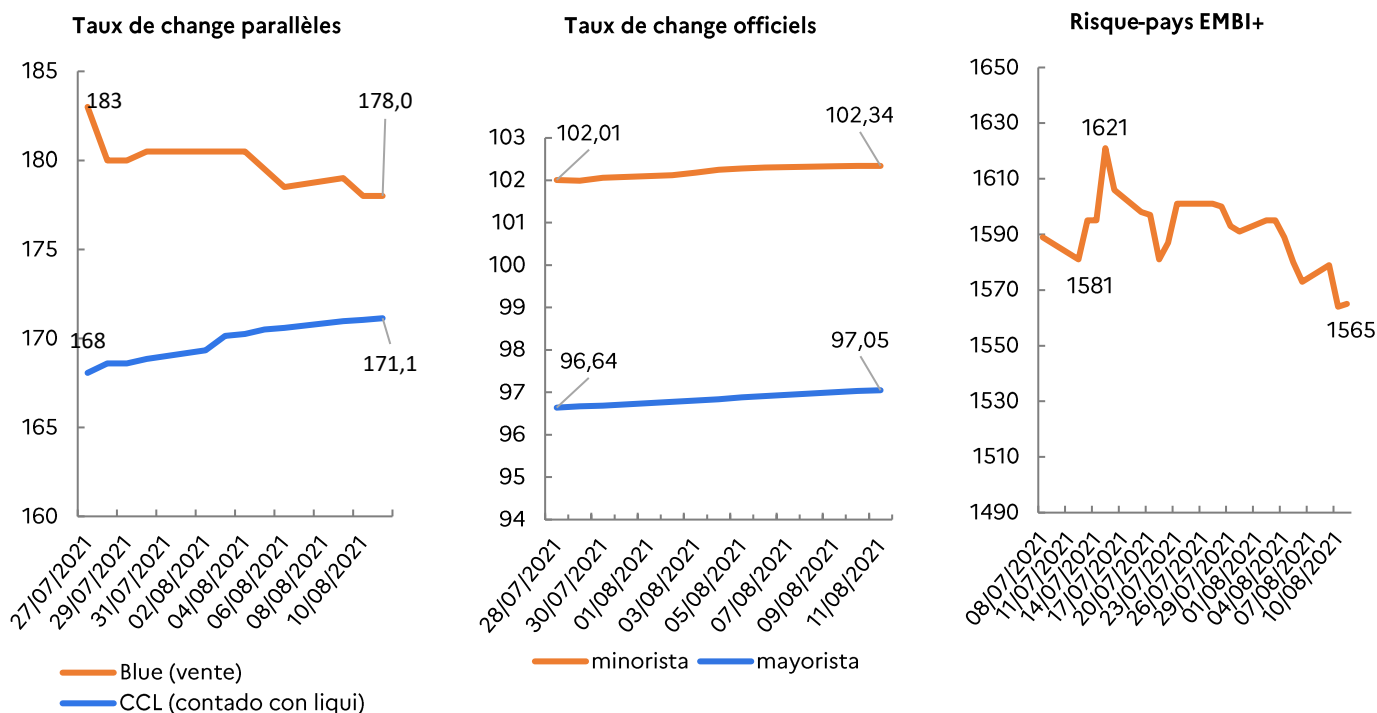
Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 25,3

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 0,5

Le ralentissement des contagions se confirme. La situation sanitaire continue de s'améliorer et présente des signes encourageants cette semaine : le **taux d'incidence** s'est réduit de 29,3 à **25,3**, tandis que la **mortalité** est descendue en dessous du seuil des 1 décès par Mhb par jour, à **0,5** (contre 1,2 la semaine dernière)

Grace à ces avancées sanitaires, le président Luis Lacalle Pou a annoncé que **l'ouverture des frontières aux étrangers** serait effective à partir du 1^{er} septembre pour les personnes étrangères détenant une propriété sur le territoire uruguayen et à partir du 1^{er} novembre pour le reste des étrangers, sans distinction d'origine. Dans les deux cas toutefois, chaque passager devra présenter un certificat de vaccination complète (sauf pour les mineurs) ainsi qu'un test PCR négatif. Dans ces conditions, le pays n'imposera pas d'obligation de quarantaine aux entrants.

Graphiques de la semaine



ARGENTINE

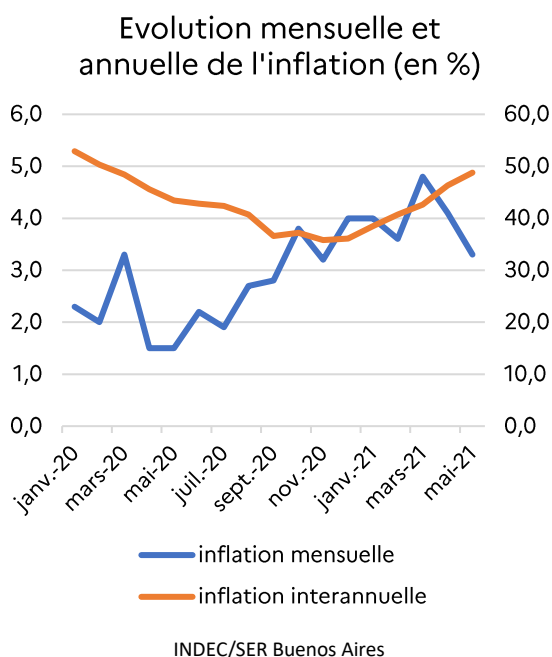
L'inflation décélère en juillet mais dépasse au 7^{ème} mois de l'année l'objectif initialement fixé par le gouvernement pour 2021

En ligne avec les anticipations du marché, l'inflation reste importante en juillet (+3 % sur un mois, et en outre 3,1% pour l'inflation sous-jacente) mais décélère légèrement par rapport aux mois précédents (+3,2 % en juin, 3,3 % en mai et pic à 4,8 % en mars). Il s'agit du plus faible taux mensuel enregistré depuis septembre 2020.

Sur les 7 premiers mois de l'année, la hausse de l'IPC atteint 29,1 %. En glissement annuel, elle enregistre un 8^{ème} mois consécutif de hausse pour atteindre 51,8 %, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis janvier 2020. Sans surprise, la poussée inflationniste est largement supérieure aux prévisions gouvernementales (29% dans le PLF 2021). Cette tendance haussière qui persiste est inquiétante, d'autant qu'il est probable qu'elle s'intensifie durant la période électorale du fait du recours croissant à l'émission monétaire, et ce malgré la multiplication des initiatives pour tenter

d'aplatir la courbe (contrôle des prix, stabilisation du peso, baisse des émissions monétaires).

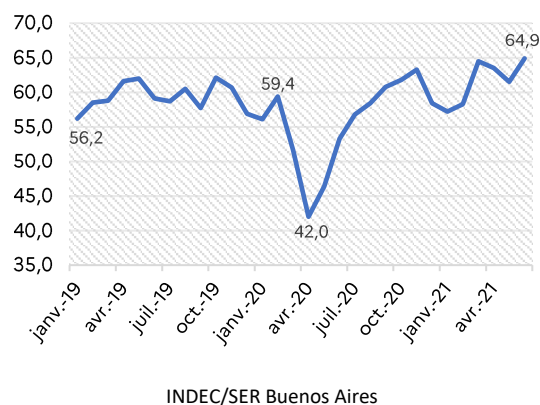
Sur le plan sectoriel, les hausses les plus élevées en glissement annuel concernent le transport (+62,9 %) ou encore les vêtements et les chaussures (+ 61,7%), devant l'alimentation (+56,4%), dont la hausse semble toutefois repartir légèrement à la hausse (+3,4 % mensuel contre 3,2 % en juin et 3,1 % en mai, bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport au taux moyen de 4,4% enregistré sur les 4 premiers mois de l'année).



L'utilisation des capacités industrielles installées résiste en juin, mais les fortes disparités entre les secteurs persistent

Selon l'institut national des statistiques (INDEC), le taux d'utilisation des capacités installées dans l'industrie se situe à 64,9 % en juin, surpassant le pic de 64,5 % atteint au mois de mars, grâce à l'allègement des restrictions sanitaires.

Evolution du taux d'utilisation des capacités installées (en %)

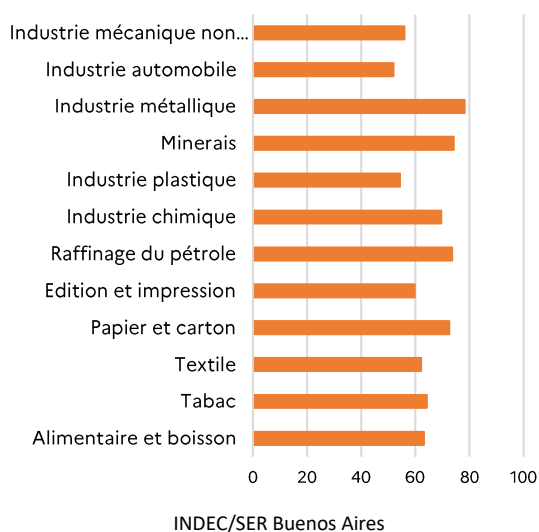


Malgré cette résilience, les disparités sectorielles persistent. Alors que les activités de raffinage et les industries minière et du métal progressent et atteignent les plus hauts taux d'utilisation des capacités installées, à respectivement 74,2 % et 78,2 % (contre 68,9 % et 74,4 % en mai), la production mobilisée recule dans le raffinage du pétrole (73,6 % vs 75,4 % en mai), et l'industrie chimique (69,6 % vs 71,7 %). Des progressions significatives ont également été observées concernant les industries du tabac (64,2 % vs 52,3 %), les aliments (63,2 vs 59,1 %), les produits textiles (62,1 % vs 52,3 %) et le secteur de l'édition (59,8 % vs 50,2 %).

En revanche, en dépit d'une amélioration en juin, les industries automobile et mécanique

demeurent les moins bien classées en termes de capacités utilisées, avec des taux proches des 50 %. Ces dernières sont en effet fortement touchées par l'intensification de multiples contraintes depuis le début de la pandémie (accès limité aux devises, restrictions des importations, baisse du pouvoir d'achat des ménages). L'industrie automobile, après avoir enregistré une lourde chute en avril (39,1 %), et un léger rebond en mai (44,6 %) montre des signes de récupération au mois de juin, atteignant 51,9 % (un seuil toutefois encore inférieur à son record de mars (54,8 %)).

Taux d'utilisation des capacités installées en juin 2021



Genneia refinance une partie de sa dette en lançant la première obligation verte émise par une entreprise argentine sur le marché international

Le principal producteur d'énergie renouvelable d'Argentine, Genneia, a annoncé l'émission d'une obligation verte pour un montant de 500 M USD, à échéance août 2027, échangeable avec ses obligations

négociables précédemment souscrites (échéance janvier 2022). Elle serait émise sous réglementation new-yorkaise, libellée en dollars à un taux de 8,75 %, avec des paiements semestriels et une durée de vie de 3,8 ans. La société a émis également deux autres obligations vertes sur le marché local lui permettant de lever 65 M USD, bien au-delà de son objectif de 40 M USD. Ces deux obligations répondent aux principes définis par l'International capital market association, ou ICMA, (Green Bond Principles), selon l'audit réalisé par l'agence internationale de recherche et de notation ESG (environnemental, social et de gouvernance) Sustainalytics. Elles respectent, en outre, la réglementation des obligations vertes sociales et durables (SVS) reconnue par la ByMA (Bolsas y Mercados Argentinos), bourse locale qui réunit les principaux acteurs du marché de capitaux.

La société a également précisé que ses obligations sont garanties par les revenus du parc éolien 'Madryn' de 222,3 MW situé dans la province de Chubut, qui est le plus grand parc éolien du pays et qui représente 30 % des revenus de Genneia. L'entreprise possède 7 parcs éoliens (projets 'Rawson', 'Trelew', 'Madryn', 'Chubut Norte', 'Villalonga', 'Pomona' et 'Necochea') totalisant 784 MW de puissance et un parc solaire (projet 'Ullum') de 82 MW à San Juan, représentant ensemble 22 % de la capacité installée d'électricité renouvelable du pays (4 000 MW en 2020).

Les travailleurs du secteur informel concentrent l'ensemble de la perte de pouvoir d'achat en termes réels enregistrée au cours du 1^{er} semestre

Selon l'INDEC, l'indice des salaires a enregistré une augmentation mensuelle



totale de 2,3% au mois de juin. Les salaires du secteur formel ont augmenté de 2,5 %, tandis que les salaires du secteur privé informel n'ont augmenté que de 1,2 % en rythme mensuel. A l'inverse de la tendance observée depuis le début de la pandémie, les salaires du secteur public ont présenté une augmentation supérieure à celle du secteur privé, enregistrant une hausse de 4 % (contre seulement +1,8% au sein du secteur privé formel).

Au cours du 1^{er} semestre, l'augmentation cumulée des salaires a atteint 22,8 %, un rythme de croissance inférieur à l'inflation qui révèle toutefois une perte de pouvoir d'achat de 3,4% depuis le début de l'année. Affectant inégalement les différents secteurs, cette perte cumulée a été principalement portée par les travailleurs informels, dont les salaires ont présenté une augmentation bien inférieure aux autres (+13,8 % au cours du semestre, soit une chute du revenu de 15,4 % en termes réels), alors que ces pertes étaient presque nulles pour les travailleurs du secteur public (+24,3 %, c'est-à-dire - 1,3 % en termes réels) et du secteur privé formel (+ 25,4 %, soit +0,13 % en termes réels).

En parallèle, une première session de négociation de *paritarias* sectorielles (commissions sectorielles définissant entre autres les horaires, salaires et conditions de travail des employés des différents secteurs) a été tenue cette semaine, initiant ainsi le cycle de revalorisation des salaires qui était attendu dans le contexte électoral du 2nd semestre.

CHILI

Pic d'inflation enregistré en juillet

Selon l'INE, l'inflation a enregistré une variation mensuelle de +0,8 % au mois de juillet, portant l'inflation cumulée sur l'année à + 2,8 %. En glissement annuel, celle-ci atteint + 4,5 %, soit le taux le plus élevé enregistré sur un an depuis mars 2016. Ces résultats semblent confirmer les prévisions d'inflation de 4,4 % pour 2021, un seuil supérieur à l'objectif d'inflation de 3 % par an fixé par la Banque centrale (+/- 1 p.p.).

Sur le mois, l'augmentation des prix a principalement été tirée par les hausses dans les secteurs des transports (+1,7 %) et des aliments et boissons (+1 %), tandis que des variations négatives ont été observées pour les vêtements (-0,4 %) et les communications (-0,1 %).

PARAGUAY

Le commerce extérieur s'est montré particulièrement dynamique entre janvier et juillet

Selon la Banque centrale, le commerce extérieur a représenté 15 Mds USD entre janvier et juillet, soit une augmentation de 25,1 % par rapport à la même période 2020. Cette augmentation, bien qu'amplifiée par un important effet de base (le commerce extérieur ayant été ralenti en 2020 en raison de la pandémie), résulte notamment d'une augmentation de 28,4 % des exportations, qui enregistrent un record de 8,28 Mds USD



sur la période, dépassant le pic de 8,16 Mds USD enregistré entre janvier et juillet 2018. Les exportations de produits primaires, qui constituent plus de 40 % des exports, ont progressé de 40,4 % (g.a.), portées par le soja, maïs et le blé (augmentation des cours des matières premières sur la période), tandis que les exports manufacturés d'origine agricole enregistraient une variation annuelle de +45,1 %, tirées principalement par l'augmentation des exportations de viande bovine, qui profitent sans doute des restrictions imposées par les autorités argentines à leurs propres exportateurs.

Les importations ont par ailleurs atteint 6,8 Mds USD entre janvier et juillet, soit une augmentation légèrement inférieure de 21,3 % par rapport à la même période 2020. Les principaux postes d'augmentation des imports ont été l'essence, les pneus, les vaccins, les véhicules de transport de marchandise et le matériel informatique.

URUGUAY

L'agence de notation Moody's maintient la qualification Baa2 avec perspective stable

Soulignant d'une part la prudence fiscale observée par le gouvernement depuis le début de la pandémie ainsi que le processus

de réformes en cours, l'agence de notation Moody's a maintenu sa qualification de Baa2 avec une perspective stable. L'agence soutient en effet que les politiques publiques mises en place pour faire face à la situation sanitaire ont permis de soutenir les populations vulnérables et secteurs les plus affectés, tout en limitant les déséquilibres budgétaires (déficit passant de 4% en 2019 à 5,8 % en 2020 en pourcentage du PIB) et l'endettement public (de 51,6 % du PIB en 2019 à 61,8 % en 2020).

L'agence estime également que les progrès législatifs et structurels engagés depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Luis Lacalle Pou (en particulier la modification de la loi fiscale, les changements de modalités d'action de la Banque centrale et la réforme du régime des retraite) auront un impact positif sur l'efficacité et la crédibilité des politiques fiscales et monétaires du pays. Ces perspectives sont confortées par de faibles risques en termes environnementaux et sociaux, ainsi que par la qualité et la stabilité des institutions du pays.

L'agence de notation anticipe une récupération économique graduelle entre 2021 et 2023, avec une croissance annuelle moyenne autour de 3 %, favorisée par la vaste campagne de vaccination mise en place par le gouvernement.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)